Manifestation pacifique violemment réprimée à la demande du président de l'université - Libération des étudiant.e.s ! Jacques Bahi démission !

Ce mardi 14 février, peu de preuves d'amour de la part de l'équipe présidentielle !

Le syndicat AMEB Solidaires Etudiant.e.s appelait à une occupation pacifique du Conseil d'administration de l'Université pour surseoir à la décision d'appliquer la selection en master et demander la tenue d'une réunion publique. Qu'on les partage ou non, ces revendications sont légitimes et ce n'est pas à la présidence d'en décider autrement.

Vers 14h30, un groupe d'une vingtaine d'étudiant.e.s s'est faufilé dans le bâtiment de la Maison de l'Université rue Goudimel *(conquis de haute lutte, rappelons-le, par les étudiant.e.s et personnels de la fac des lettres en 1990)* et **a réussi à pénétrer dans la salle du conseil, auparavant verrouillée par l'un des DGS adjoints.**

Il n'y a eu aucune violence, tout s'est déroulé dans le calme, les étudiant.e.s avaient apporté des brioches. Précisons que **le président n'était pas encore arrivé**, ni la plupart des membres de ses listes. **Personne n'a été séquestré**, le vice-président étudiant du CA s'est d'ailleurs éclipsé très rapidement. **Jusqu'à l'intervention de la police, l'atmosphère était bon enfant**, les étudiant.e.s avaient confectionné des masques en papier à l'effigie du président.

Rien d'extrémiste ni de radical dans ce mode d'action qui a été adopté par des générations et des générations d'étudiant.e.s.

Au lieu de négocier et d'engager le dialogue, **la présidence a choisi la force en faisant appel à l'intervention des forces de police**. Bel exemple de dialogue social ! Cette intervention a été totalement disproportionnée : **les étudiant.e.s, une vingtaine, ont été violemment empoigné.e.s, frappé.e.s, écrasé.e.s, plaqué.e.s au sol puis menotté.e.s les mains dans le dos par une vingtaine de policier.e.s en tenue anti-émeute.** Le mobilier de la salle du conseil a été bousculé et projeté contre les murs, **toutes les dégradations sont le fait des forces de l'ordre**.

Des élu.e.s se sont senti.e.s mal après l'intervention violente de la police ; toutes les violences psychologiques sont le fait des forces de l'ordre appelées à la demande express de la présidence.

Les étudiant.e.s, y compris un membre élu du CA, ont tou.te.s été embarqué.e.s au commissariat, gardé.e.s à vue et, à l'heure où nous rédigeons ce communiqué, ne sont toujours pas libéré.e.s.

Il est évident que **cette équipe présidentielle perd ses nerfs**, qu'elle **ne sait pas gérer les moments de crise**, qu'elle **ne connaît pas le dialogue ni la concertation** et **s'assoit sur les règles démocratiques**. La décision de convoquer un conseil de discipline est un abus d'autorité manifeste.

Il est temps à présent de songer à partir. **L'intersyndicale** des personnels FERC.Sup CGT, FSU, SUD Education, FO, soutenue par l'AMEB Solidaires Etudiant.e.s et l'UNEF, **exige la démission de Jacques Bahi et de son équipe et demande la libération immédiate de tous et toutes les étudiant.e.s.**